

# Résorption des Points Noirs du bruit

## Actions de l'Ademe



---

Bruitparif 3 novembre 2011

- **Plan Bruit**
- **Étapes à suivre pour obtenir une aide**
- **Exemples en cours en IdF**



- **Origines**
  - Issu du Grenelle de l'Environnement
  - Début du plan : 2009
  - Prévu jusqu'en 2013
- **Objectifs du plan**
  - Résorption des points noirs du bruit
  - Opérations de R&D
  - Observatoires du bruit des transports terrestres

## Définition d'un PNB

### ➤ 3 conditions :

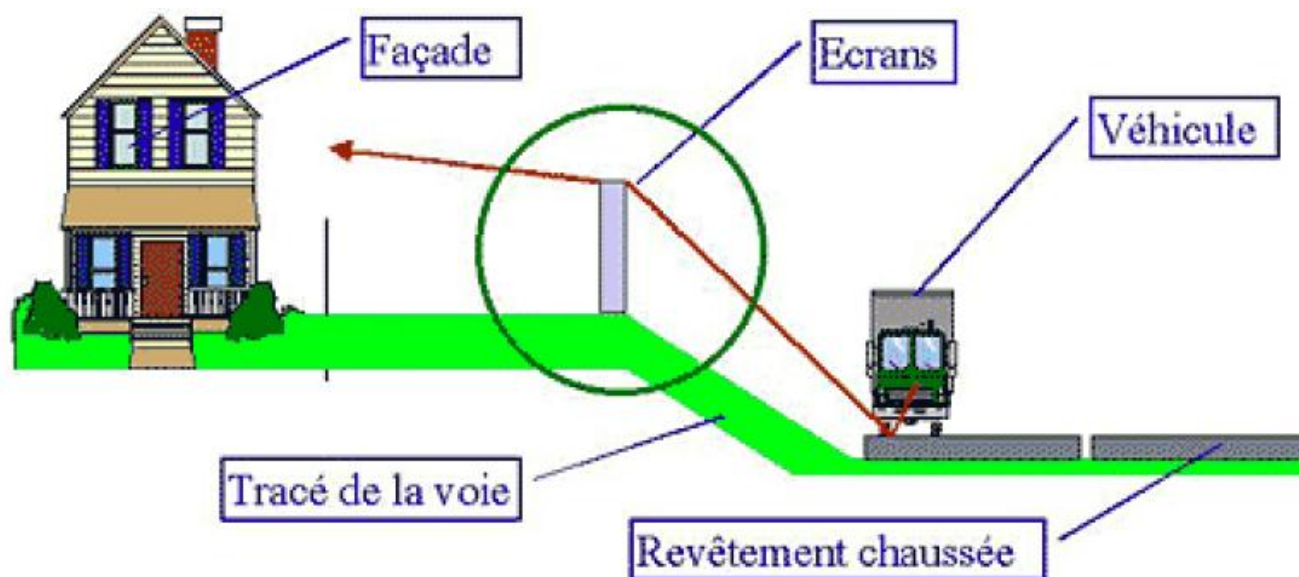
- Bâtiments sensibles exposés aux bruits : Logements + Tertiaire
- Niveaux sonores en façades

| Indicateurs  | Route et/ou LGV | Voie ferrées conv. | cumul |
|--------------|-----------------|--------------------|-------|
| LAeq(6h-22h) | 70              | 73                 | 73    |
| LAeq(22h-6h) | 65              | 68                 | 68    |
| Lden         | 68              | 73                 | 73    |
| Lnight       | 62              | 65                 | 65    |

- **Antériorité :**

- Autorisation de construire < 6 oct. 1978 + conditions du code de l'urbanisme

## Le traitement des PNB



### Actions sur le récepteur

- ✓ Traitement des façades
- ✓ Écrans acoustiques (posés sur l'emprise foncière des infrastructures)

### Actions à la source

- ✓ Véhicules
- ✓ Trafic (débits vitesse composition ...)
- ✓ Revêtement chaussée
- ✓ Tracé

## Opérations éligibles

- **Les travaux de traitement**
  - à la source
  - et/ou de façades
- **Les actions d'animation**
  - coordonner les interventions,
  - informer et sensibiliser les acteurs (riverains, communes, associations,...),
  - des prestations de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la coordination de la mise en œuvre du programme de travaux acoustiques, et si possible thermo-acoustique.
- **Les études techniques**

déterminer la part relative entre les traitements à la source et les traitements acoustiques des façades des bâtiments
- **Les audits acoustiques et thermique** des logements concernés par un traitement de façade.



## Bénéficiaires des aides

- **Gestionnaires des réseaux routiers (hors Etat) et ferrés**
  - Conseils généraux, communes, communautés de communes,...
  - RFF, RATP
- **Convention spécifique avec le MEEDDM pour le réseau routier national et accord cadre avec RFF.**
- **Conditions :**
  - Pas de « micro dossier »
  - Des dossiers par zones : programme complet pour de nombreux bâtiments
  - Les bénéficiaires traiteront avec les propriétaires concernées pour les traitements de façade

## Nature et montant de l'aide

- **Subvention d'un montant maximum de 80% du coût des travaux**
  - Traitement de façade : 80% avec un plafond par logement
  - Écrans acoustiques : 50% sans plafond
  - Revêtement de chaussée : 5 à 30% sans plafond
- **Montant porté à 100% en fonction du caractère innovant ou exemplaire de l'opération.**
- **Convention de financement basée sur un taux d'aide et un montant maximum**

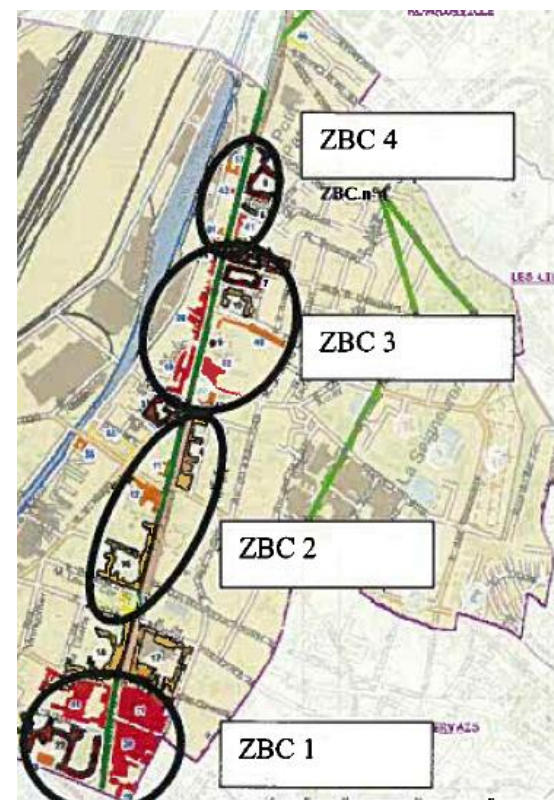


## Étapes à suivre pour obtenir une aide

- Avoir connaissance d'une zone potentiellement PNB sur son réseau routier et s'engager en interne dans une démarche de résorption
- Prendre contact avec l'Ademe pour discuter du montage du dossier et de son éligibilité (solutions envisagées, budget..)
- Monter un dossier de demande d'aide (voir <http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=24025>) avec l'aide de l'ingénieur Ademe
- Après son dépôt à l'Ademe, le dossier passe par divers comités avant validation

## Exemple bruit routier : CG93

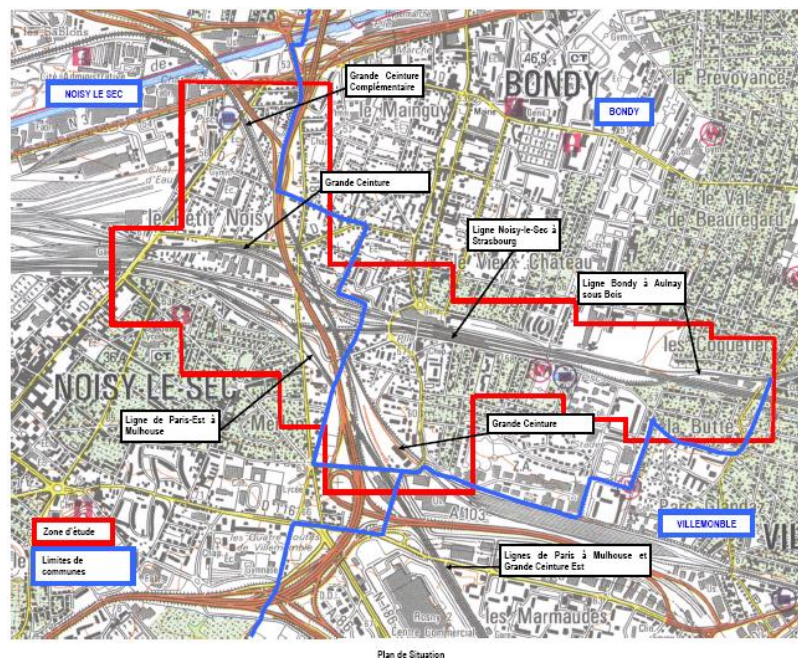
- 425 logements collectifs situés en milieu urbain
- 3 crèches et établissements scolaires
- Traitement par isolement de façade
- Coût total : 4 M€
  - 3,2 M€ ADEME (80%)
  - 0,6 M€ CG93 (13%)
  - 0,2 M€ propriétaires (7%) → participation sur les travaux





## Exemple bruit ferré : RFF Bondy Noisy

- 670 logements dont 510 "super points noirs bruit" (dépassement jour et nuit)
- Traitements de façade et écrans acoustiques
- Coût total : 23 M€
  - 9,7 M€ ADEME (42%)
  - 4,6 M€ Etat (20%)
  - 4,6 M€ Région IDF (20%)
  - 3 M€ RFF (13%)
  - 0,4 M€ CG 93 (1,67%)
  - 0,5 M€ Noisy le Sec (2%)
  - 0,3 M€ Bondy (1,33%)





## Liens divers

- Rubrique bruit site national
  - <http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=12619>
  
- Système d'aide PNB :
  - <http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=24025>
  
- AAP
  - <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=77410&p1=1>

## COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Voici une  
nouvelle  
qui va vous  
défaire  
du bruit !



L'ADEME  
finance jusqu'à  
**80%**  
de vos  
investissements  
pour lutter  
contre le bruit.



## Le plan bruit de l'ADEME

### Lutter efficacement contre le bruit pour le bien-être de vos administrés

Le bruit est perçu par la population comme la première nuisance au domicile et les transports comme la principale source. **Plus de 50 % des urbains citent le bruit comme un problème majeur dans leur ville** et il est estimé que plus d'un Français sur six a déjà envisagé de déménager pour échapper à une trop forte exposition au bruit.

Le bruit peut être une gêne pour la vie quotidienne et avoir des effets directs ou indirects sur les comportements des individus, sur leur santé (troubles du sommeil, effets cardiovasculaires, etc.) mais également sur leurs performances intellectuelles. On sait aujourd'hui qu'une trop forte exposition au bruit peut créer des troubles d'ordre psychologique.

### Un financement jusqu'à 80%

Compte tenu des engagements du Grenelle Environnement, l'ADEME mobilise un budget de **193 millions d'euros** pour le traitement des points noirs du bruit les plus sensibles.

Dans un premier temps, les aides prévues dans le programme de l'ADEME peuvent aller jusqu'à 80 % du coût des travaux et incluent les études, qu'il s'agisse des études préalables, des études techniques, des audits mixtes acoustiques et thermiques ou encore les actions d'information, d'animation, et les prestations de maîtrise d'ouvrage déléguée.



### A qui s'adresse le programme de l'ADEME ?

L'ADEME contractualise avec les gestionnaires des infrastructures de transports terrestres ou leurs délégataires, c'est-à-dire les **collectivités territoriales** et leurs EPCI (Conseils généraux, communes, communautés de communes, communautés d'agglomération ou communautés urbaines).

C'est à eux d'assurer les relations avec les propriétaires des bâtiments lorsque les façades doivent être traitées.

### Quelles sont les opérations concernées ?

Les actions éligibles à l'aide financière pour la résorption des points noirs du bruit couvrent **pratiquement toute la gamme** des interventions possibles, depuis le traitement à la source par l'aménagement des infrastructures (**écrans acoustiques, revêtement de la chaussée**, etc.), aux travaux d'amélioration de l'**isolation acoustique des façades** des immeubles d'habitation jusqu'aux contrôles de réception. Sont aussi concernés les bâtiments d'enseignement, de soins, de santé et d'action sociale.

### Qu'est-ce qu'un point noir du bruit (PNB) ?

Peuvent être qualifiés de points noirs du bruit (PNB) **un ou plusieurs bâtiments situés dans une zone où l'exposition sonore en façade est supérieure à 70 dB(A) le jour et/ou à 65 dB(A) la nuit** pour les bruits routiers. Ces niveaux sonores sont assez vite atteints pour les bâtiments les plus proches d'infrastructures routières à fort trafic (classées en catégories 1, 2 ou 3). Pour caractériser un PNB, on se réfère également à un critère d'antériorité, autrement dit au fait que les autorisations de construire des bâtiments concernés, sauf conditions spécifiques, ont précédé la date de mise en application de la réglementation de protection du bruit, en l'occurrence 1978.



## Comment procéder ?

Dès à présent, un appel à projets est lancé. Il est organisé en deux temps afin de vous permettre de planifier les travaux et leur financement dans le cadre de votre exercice budgétaire :

- pour un accord de financement dès 2011, dépôt du dossier de candidature complet **avant le 31 octobre 2011.**
- pour un accord et des travaux prévus ultérieurement, dépôt du dossier de candidature complet **avant le 29 février 2012.**

L'aide apportée par l'ADEME est une subvention au maître d'ouvrage de l'opération de résorption, sélectionné après examen des caractéristiques techniques du projet.

**L'ADEME peut donner un accord de financement dès l'établissement du budget prévisionnel de l'opération.**

### Quelle est la bonne méthode ?

Le demandeur adresse à la direction régionale de l'ADEME un courrier présentant l'objet de l'opération, le montant estimé des travaux et l'aide financière souhaitée (modèle de courrier disponible sur le site Internet de l'ADEME). L'ADEME émettra rapidement un avis sur l'éligibilité du projet et en cas d'avis favorable, invitera le demandeur à déposer un dossier complet avant l'une des deux dates indiquées précédemment. A cet effet, le dossier de candidature, accompagné du cahier des charges, est à télécharger sur le site internet de l'ADEME.

### Comment l'aide est-elle versée ?

Pour faciliter le financement du projet, une partie de l'aide est versée au démarrage du projet lors de la signature de la convention. Le solde est échelonné en fonction de l'avancement des travaux.

## DOSSIER DE CANDIDATURE [www.ademe.fr/bruit](http://www.ademe.fr/bruit)

**Vous trouverez en téléchargement :**

- une maquette de dossier à compléter
- le cahier des charges du dossier de candidature
- les contacts des directions régionales auprès desquelles vous pouvez obtenir un appui technique et tout type d'informations

### L'ADEME en bref

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la triple tutelle du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, du ministère de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.





